

Ecrit par le 8 juillet 2026

Aéroport d'Avignon : Renaud Muselier promet que rien ne se fera sans Avignon



Interrogé par l'élue vauclusienne Anne-Sophie Rigault, Renaud Muselier, président de la Région Sud, a évoqué l'avenir de l'aéroport d'Avignon alors que la DSP de l'infrastructure aéroportuaire actuellement géré par une filiale de la CCI 84 est en cours.

[Lors de la séance plénière du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) qui vient de se dérouler le 10 avril dernier à Marseille, [Renaud Muselier](#), le président de la Région, a tenu à éclaircir l'avenir de [l'aéroport d'Avignon-Provence](#).

Il a tout particulièrement réagi à une intervention d'[Anne-Sophie Rigault](#), élue avignonnaise RN de la Région Sud, qui rappelait « que l'aéroport d'Avignon faisait l'objet d'une attention toute particulière cette année de la part de ceux qui sont attachés à cette infrastructure importante de notre région. »

« Y a-t-il encore un pilote dans l'avion ? »

Anne Sophie Rigault, conseillère régionale

Ecrit par le 8 juillet 2026

« Alors que la Délégation de services publics (DSP) arrive à échéance au 31 décembre prochain, poursuit celle qui est aussi conseillère municipale d'opposition à la ville d'Avignon, nous constatons que les recettes de fonctionnement sont en baisse de 43% et que nous empruntons près de 200 000€, ce qui peut se traduire par une grosse dépendance au financement public. »

Dans le même temps, l'élue vaclusienne observe que « la CCI (Chambre de commerce et d'industrie) de Vaucluse, chargée d'exploiter l'aéroport pour le compte de la région, est inopérante depuis [sa mise sous tutelle de la CCI de région](#). D'ailleurs, depuis 2022 il semble, malgré nos sollicitations, qu'aucun travail véritable de fond n'ait été fait sur cet aéroport qu'on ne développe pas et qui finit par végéter tout doucement. Certains se demandent même s'il y a encore un pilote dans l'avion ? »

[Le ministre des transports conforte la mission d'intérêt général de l'aéroport d'Avignon](#)

Quel avenir pour l'aéroport ?

« À presque huit mois d'une nouvelle DSP, nous aimerions savoir quelle ambition la région a pour cet aéroport, puisque la question des exigences de diversification des recettes se pose sérieusement, s'inquiète Anne-Sophie Rigault. Que compte faire la région afin de garantir un avenir à l'aéroport d'Avignon ? Quelles sont, dans les grandes lignes, les orientations que vous souhaitez lui faire prendre ? Il en va de la survie de cet outil de développement économique autant que de transport au cœur du cinquième département le plus pauvre de France. »

Ecrit par le 8 juillet 2026



Renaud Muselier lors de la dernière séance plénière de la Région Sud.

« Il faut traiter le problème de gouvernance avant le problème de vision. »

Renaud Muselier, président de la Région Sud

En réponse, Renaud Muselier a tenu à rappeler : « Nous sommes propriétaires de l'aéroport, nous le soutenons depuis le début. »

Evoquant ensuite la DSP actuelle assurée jusqu'alors par la CCI de Vaucluse (voir aussi encadré en fin d'article : 'La DSP de l'aéroport d'Avignon en détail'), le patron de la Région Sud constate aussi : « Il y a une délégation de services publics autour de la CCI et de la CCIR. [On voit bien qu'il y a des problèmes.](#) Donc déjà, il faut traiter le problème de gouvernance avant le problème de vision. »

« Pour autant, les moyens financiers sont là », insiste-t-il. Avant d'assurer qu'il ne ferait rien avant de consulter Olivier Galzi, [nouveau maire d'Avignon](#) et [nouveau président de la communauté d'agglomération du Grand Avignon](#) : « Je ne manquerai pas, compte tenu des élections qui viennent d'avoir lieu, de me rapprocher de monsieur Galzi de façon à ce que l'on puisse tracer ensemble l'avenir de ce territoire. »

Une attention tout particulière à laquelle semble sensible le premier magistrat de la cité des papes : « cela m'apparaît évidemment important puisque l'aéroport est un outil extrêmement structurant pour le territoire ».

Écrit par le 8 juillet 2026


« Il est inenvisageable que les acteurs économiques de notre territoire ne soient pas en mesure de répondre dans des conditions acceptables à cet appel d'offres. . »

Olivier Galzi, maire d'Avignon

Un mauvais 'timing' ?

Une volonté d'entente cordiale qui pourrait cependant être mise à mal par le calendrier de la DSP de l'aéroport. En effet, publié le 20 février dernier alors que la CCI de Vaucluse qui assure la gestion de l'équipement pour le compte de la Région venait 'très fortuitement' d'être placée sous tutelle, la remise des offres de candidature est arrivée à échéance ce lundi à partir de 16h.

« Le calendrier de cet appel d'offres rend en l'état impossible toute possibilité pour moi de donner mon avis, constate avec regret Olivier Galzi. Par ailleurs, il intervient alors que CCI de Vaucluse a été mise sous tutelle et donc ne peut pas répondre dans des bonnes conditions à cet avis de concession. Il m'apparaît extrêmement important que la CCI de Vaucluse, qui gère les forces et les énergies de notre territoire, puisse avoir son mot à dire sur cet outil qu'elle gère actuellement et qui constitue un levier potentiel de notre avenir économique. »



Accessible sur Sud Marchés publics, la plateforme d'appels d'offre de la Région, la Convention de délégation de service public de type affermage n'était plus accessible depuis plusieurs jours, bien avant sa clôture.

Une inquiétude largement partagée par la CPME 84 et le Medef Vaucluse, les principales organisations

Ecrit par le 8 juillet 2026

patronales du département, qui affichent leur farouche volonté de voir la CCI de Vaucluse garder la main sur l'infrastructure aéroportuaire avignonnaise dont [la mission d'intérêt général a été confortée l'an dernier par le ministère des transports](#).

Et à la question 'Serait-ce une bonne idée de sursoir au délai de dépôt des candidatures, [en attendant l'élection très prochaine d'une nouvelle gouvernance à la CCI de Vaucluse](#) ?', le maire d'Avignon est particulièrement clair : « Cela me paraît très cohérent car, encore une fois, il est inenvisageable que les acteurs économiques de notre territoire ne soient pas en mesure de répondre dans des conditions acceptables à cet appel d'offres. »

Message reçu 5 sur 5

Le message aurait-il été entendu du côté du Conseil régional ? « La procédure de délégation de service public relative à l'aéroport d'Avignon est aujourd'hui en cours, nous a répondu officiellement la Région Sud. À ce titre, et comme pour toute procédure de mise en concurrence, la Région ne commente pas son déroulement, ni les candidatures en cours. Le calendrier de cette procédure a été défini en toute transparence. Il doit permettre un renouvellement du contrat de délégation de service public avant son échéance. La Région travaille en lien étroit avec les élus du territoire. Le maire d'Avignon, comme l'ensemble des partenaires concernés, sera pleinement associé aux échanges sur l'avenir de l'aéroport. »

Toujours est-il que l'accès à la procédure de candidature à cette convention de délégation de service public n'était étrangement plus accessible depuis plusieurs jours sur [Sud Marchés publics](#), la plateforme d'appels d'offre de la Région.

A ce stade une prorogation de la DSP d'un an, le délai maximum, semble donc être parfaitement envisageable si un motif d'intérêt général est avancé. De quoi laisser le temps à la CCI de Vaucluse de se doter en juillet prochain d'une gouvernance enfin stable ?

La situation financière de l'aéroport

« La région est propriétaire depuis 2007 de l'aéroport d'Avignon, dont elle a confié l'exploitation dans le cadre d'une convention de Délégation de services publics (DSP) à [la société Aéroports Avignon-Provence](#) », a rappelé [Jean-Pierre Serrus](#), vice-président en charge des transports et de la mobilité durable du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur lors du vote du budget primitif qui s'est déroulé durant la dernière séance plénière de la Région.

« Son exploitation, est un service industriel et commercial qui impose un budget annexe, poursuit celui qui est aussi maire de La Roque d'Anthéron. Dans le cadre de cette délégation de services publics, la région conserve à sa charge l'ensemble des opérations d'investissement et de grosses réparations, tandis que le délégataire assure la gestion déléguée de cet équipement et l'ensemble des opérations de maintenance. Mes chers collègues, le budget primitif 2026 du budget annexe Aéroports d'Avignon s'équilibre en recettes et en dépenses à 4,6M€. Les recettes réelles d'exploitation s'élèvent, elles, à 1,8M€, et sont constituées notamment de la subvention en provenance du budget principal pour 1,2M€ et de la dotation générale de décentralisation versée par l'État pour 300 000€. »

« La recette d'investissement est constituée par un emprunt de 247 834€ permettant de financer les frais d'études et les travaux concernant la réfection de chaussées, la requalification de bâtiments. Ce sont des opérations nécessaires au maintien du certificat européen de sécurité aéroportuaire. Enfin, les autorisations de programmes ouverts au budget primitif 2026 s'élèvent à 2,3M€ afin notamment

Ecrit par le 8 juillet 2026

d'engager les travaux de création d'un nouveau parking pour les aéronefs et le programme de réhabilitation des bâtiments prévu par le plan d'investissement de la délégation de services publics. »

Vol au-dessus d'un nid de coucou ?

En attendant, [même mise sous tutelle](#), la CCI de Vaucluse devrait répondre à cette DSP à laquelle devrait aussi postuler 2, voire 3, autres candidats. Pour cela, elle s'appuiera sur l'une de ses filiales : la SAAP (Société Aéroport Avignon Provence). Détenue à 100% par la CCI 84, c'est cette société de droit privé qui, depuis 2018, gère la plateforme aéroportuaire de la cité des papes pour le compte de la région.

Une configuration avec un actionnaire unique que Gilbert Marcelli, [l'ancien président de la CCI de Vaucluse](#), souhaitait conserver coûte que coûte lors du renouvellement de la DSP.

L'empêchement de tourner en rond ayant été 'exfiltré' suite à un putsch d'une majorité des élus consulaires dont une partie n'avait pas forcément mesuré les conséquences de leur démission en cascade, la CCI de Vaucluse a donc vu la CCI de région rentrée provisoirement au sein de sa gouvernance le temps de sa mise sous tutelle.

Et la CCI régionale verrait d'un bon œil l'arrivée de [Sealar](#) (Société d'exploitation et d'action locale pour les aéroports régionaux) gérant actuellement sept plateformes aéroportuaires régionales (Poitiers, Vannes, Le Havre, Rouen, Deauville, Caen et Morlaix) et qui aimerait bien rajouter celui d'Avignon dans son escarcelle. Et ce d'autant plus que depuis novembre dernier, CCI France est devenu le premier actionnaire de Sealar dont le président est Jean-Luc Chauvin qui n'est autre que le président de la CCI Aix-Marseille-Provence. Cette dernière ayant fondé en 2019 avec la CCI du Finistère cette société ayant réalisé un chiffre d'affaires de 13 M€ en 2025.

« Nous nous appuierons vraisemblablement sur une candidature conjointe entre CCI France et la CCI de Vaucluse. »

Daniel Margot, président de la CCI Paca et aussi membre de la tutelle de la CCI 84

Normal dans ces conditions qu'avant même la mise sous tutelle effective de la CCI de Vaucluse [Daniel Margot](#), président de la CCI Paca et aussi membre de la tutelle de la CCI 84 évoque déjà fin janvier chez nos confrères de La Provence l'avenir de l'aéroport d'Avignon : « Nous nous appuierons vraisemblablement sur une candidature conjointe entre CCI France et la CCI 84 afin que le Vaucluse garde la DSP de cet aéroport ».

Une volonté confirmée depuis par Daniel Margot lors d'un entretien il y a un peu plus d'un mois à nos confrères des [Nouvelles Publications](#) : « Pour les DSP, nous devons répondre de façon plus cohérente, parfois en consortium ou via la société Sealar pour gérer des aéroports intermédiaires. De cette façon, nous pourrions répondre à de nouveaux appels d'offre afin de gérer des équipements publics de taille plus petite. Pas seulement des ports ou des aéroports, mais des salles d'événementiels par exemple. Ou alors gérer du foncier à vocation économique. »

Ecrit par le 8 juillet 2026

C'est surtout cette mainmise 'marseillaise' sur le foncier économique du territoire* qui semble susciter les plus grandes craintes localement à commencer par le Département et le Grand Avignon. Surtout que Sealar a été 'épinglé' dans un rapport publié en 2022 par la Chambre régionale des comptes sur la CCI d'Aix-Marseille. Ce document estimait alors que les activités de Sealar « ne répondent pas en priorité à l'intérêt des entreprises métropolitaines ».

Est-ce pour cette raison que Sealar a revu ses prétentions à la baisse alors qu'elle souhaitait devenir actionnaire majoritaire au sein de la SAAP dont le capital était jusqu'alors détenu à 100% par la CCI 84 ? Au final, il semblerait qu'un équilibre (50% chacun) ait été trouvé afin de ménager la Chambre consulaire de Vaucluse. Une manière de laisser encore une certaine marge de manœuvre à la future gouvernance de la CCI de Vaucluse ?

Laurent Garcia

**L'aéroport d'Avignon gère une zone d'activité de 15 ha accueillant déjà une soixantaine d'entreprises regroupant plus de 400 emplois.*

La DSP de l'aéroport d'Avignon en détail

C'est le 20 février dernier que la Région Sud a lancé officiellement la DPS de l'aéroport d'Avignon. Elle a pour objet : « Convention de délégation de service public de type affermage, ayant pour objet de confier au délégataire, à ses risques et périls, l'exploitation, l'entretien, la maintenance, la promotion et le développement de l'aéroport d'Avignon-Provence, de ses terrains, ouvrages, bâtiments, infrastructures, matériels, réseaux et services ».

Les missions confiées au délégataire sont les suivantes :

- La gestion, l'exploitation, le développement et la promotion de l'aéroport dans le respect des réglementations, notamment en matière de sécurité aérienne ;
- La réalisation des travaux d'entretien et de maintenance courante des ouvrages, installations et équipements de l'aérodrome ;
- Les missions liées à la sécurité et la sûreté de l'aéroport ;
- L'exploitation et l'entretien de l'ensemble des aires de trafic et de manœuvre de l'aérodrome et des équipements associés (balisage lumineux et par marques, panneaux...) ;
- L'exploitation et l'entretien des installations d'accueil des usagers aériens de l'aérodrome et de ses visiteurs ;
- La fourniture de l'énergie électrique normale et secourue de l'aéroport ;
- Le balisage de jour et de nuit des ouvrages, installations et matériels de la Délégation pour satisfaire aux conditions réglementaires de sécurité de la navigation aérienne et de l'exploitation de l'aérodrome ;
- La prestation de distribution de carburant et de gestion des stocks de carburant et des produits associés ;
- L'accueil du public, la surveillance des usagers et leur sécurité ;
- Le maintien de la conformité aux règles européennes en matière de gestion aéroportuaire (EU-ADR) ;
- La promotion de l'aérodrome auprès des usagers actuels et potentiels, des professionnels de l'aviation et du public ;

Ecrit par le 8 juillet 2026

- La gestion et la valorisation du domaine public aéroportuaire ;
- Le renforcement de la trajectoire de réduction de l'impact environnemental et climatique de l'aéroport ;
- La gestion des relations avec les usagers, les riverains, les communes, les entreprises et les associations.

Le délégataire se rémunère sur le produit des redevances aéronautiques, commerciales et domaniales perçues sur les usagers et occupants de la plateforme aéroportuaire. Il supporte un risque réel d'exploitation lié à la variabilité des recettes et des charges du service délégué. Une compensation financière de l'autorité délégante est prévue afin de contribuer à l'équilibre économique du service public délégué, au regard des obligations de service public mises à la charge du délégataire, sans avoir pour effet de neutraliser le risque d'exploitation ni, a fortiori, de générer une surcompensation.

Les offres doivent être remises le lundi 20 avril 2026 à 16h au plus tard. La concession est attribuée du 1^{er} janvier 2027 au 31 décembre 2036.

Le ministre des transports conforte la mission d'intérêt général de l'aéroport d'Avignon

Ecrit par le 8 juillet 2026



Interpellé par courrier par Raphaël Arnault, député La France insoumise de la première circonscription de Vaucluse, sur « l'aberration écologique nuisible aux habitants » que constituerait l'aéroport d'Avignon-Provence, le ministère des transports vient de répondre que la plate-forme vaclusienne constituait un site de formation important et un 'hub' de sécurité civile. Elle abrite surtout également base hélicoptérée de RTE veillant sur l'ensemble du réseau électrique haute tension national.

Dans un courrier adressé mi-janvier à [Philippe Tabarot](#), ministre des Transports, le député d'Avignon [Raphaël Arnault](#) avait dénoncé les nuisances de l'aéroport d'Avignon. Pour le parlementaire LFI, cet équipement « est l'illustration d'une infrastructure inutile, qui impacte les habitants à cause de la pollution, accapare une partie importante d'argent public de la région et des terres, le tout pour bénéficier à une poignée de personnes très fortunées qui se déplacent en jets privés ».

Avançant une baisse importante du trafic ainsi qu'un financement via des fonds publics (ndlr : l'aéroport d'Avignon-Provence appartient à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui en a confié la gestion à la CCI

Ecrit par le 8 juillet 2026

de Vaucluse), l'élú a aussi mis en avant l'impact environnemental ainsi « qu'un accaparement de terres qui pourraient servir au développement agricole ou à la création de logement. »

Pour Raphaël Arnault, il s'agit « d'un non-sens écologique et social ». C'est donc dans ce cadre, qu'il a interpellé le ministre sur « les mesures que le Gouvernement compte prendre pour limiter les impacts sur les populations et sur l'environnement des vols en jet privé. »

5^e aéroport de Provence

Dans sa réponse qui vient de paraître au [Journal officiel](#), le ministère des transports rappelle que cet « aéroport est décentralisé depuis 2004 et relève de la compétence de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. La collectivité est donc la première responsable de la politique d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires qu'elle porte pour la plateforme. Il faut néanmoins rappeler que l'aéroport d'Avignon-Provence ne sert pas que l'aviation d'affaires ou la mobilité régionale mais remplit également plusieurs missions d'intérêt général. »

« Avec 59 376 mouvements non commerciaux en 2022, il se classe au rang de cinquième aéroport de province, témoignant de son rôle central, en particulier pour la formation aéronautique et le travail aérien », poursuit le ministre des transports qui complète : « L'aéroport contribue par ailleurs au développement régional équilibré en décentralisant les activités aériennes concentrées en région parisienne. Le Vaucluse bénéficie par ce biais d'opportunités économiques et éducatives. Le rôle de l'aéroport dans la formation aéronautique est significatif, contribuant à la démocratisation de l'accès aux métiers de l'aéronautique et au maintien des compétences en région. Cette formation repose sur des aéroclubs très dynamiques et bénéficie à des élèves allant de la quatrième à la première, auxquels elle permet d'approfondir des notions scientifiques et techniques. »

[L'aéroport Avignon Provence se sent pousser des ailes avec l'arrivée d'Eleven](#)

Le site accueille les anges gardiens du réseau électrique français ainsi que de nombreuses opérations de sécurité civile

Par ailleurs, le ministre aussi rappelle le rôle majeur du site dans l'entretien du réseau haute tension électrique français via la présence de la principale base des activités aéroportées de RTE, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité français.

« Cette base assure la maintenance et la surveillance des infrastructures électriques nationales, participant directement à la sécurité de notre approvisionnement électrique et à la transition écologique en évitant plusieurs centaines de jours d'interruption de ligne chaque année. L'aéroport permet, lorsque c'est nécessaire, [d'appuyer des opérations de secours](#) ainsi que des évacuations sanitaires et participe à la lutte contre les incendies, dont la fréquence et l'intensité augmentent sur le territoire. Cette infrastructure participe donc à la protection des personnes et des biens. »

Quel impact environnemental ?

« L'État est attentif aux enjeux environnementaux, insiste Philippe Tabarot. Parmi les nombreux efforts

Ecrit par le 8 juillet 2026

mis en place avec la région, une commission consultative de l'environnement assure la concertation avec les riverains et les acteurs locaux, sous l'autorité du préfet de Vaucluse. Une campagne de mesure de bruit a été réalisée en 2024 et la révision des procédures d'approche initiée en 2024 se poursuivra en 2025 afin de réduire les nuisances des riverains. L'aéroport s'est engagé dans une démarche ambitieuse de réduction de ses gaz à effets de serre avec l'objectif d'atteindre le niveau 3 de l'Airport Carbon Accreditation d'ici 2026. Enfin les vastes zones non imperméabilisées de l'aéroport, constituent des surfaces d'accueil reconnues de biodiversité. Le Gouvernement demeure particulièrement soucieux de l'équilibre entre le développement des infrastructures aéroportuaires régionales, essentielles à l'aménagement du territoire, et les impératifs de la transition écologique et à lutte contre le dérèglement climatique. »

AES, le pionnier des drones marocains s'implante au pôle Pégase de l'aéroport d'Avignon

Ecrit par le 8 juillet 2026



Accompagnée par [VPA \(Vaucluse Provence attractivité\)](#), AES, le pionnier dans l'industrie des drones au Maroc rejoint Avignon pour développer ses activités de drones en France ainsi qu'en Europe.

La start-up marocaine [Aerodrive engineering services](#) (AES) spécialisée dans la technologie de cartographie aérienne par drone vient de s'implanter sur [le technopôle aéronautique Pegase](#) situé le long de l'aéroport d'Avignon. Installée à Benguerrir dans la région de Marrakech, mais aussi à San José en Californie, à Madrid et à Dakar l'un des pionniers dans l'industrie des drones au Maroc débarque donc dans la cité des papes où AES souhaite y développer ses activités commerciales dans un premier temps puis en Recherche et développement (R&D) d'ici 3 ans.

Créée en 2017 par [Soufiane Ammagui](#), ingénieur diplômé de l'Université Mohammed VI polytechnique, l'entreprise s'est imposée au Maroc comme un acteur incontournable du drone et de l'aéronautique via des contrats avec les Forces Armées Royales, et les groupes OCP et Managem, deux poids lourds de l'industrie marocaine.

Ecrit par le 8 juillet 2026

« Cette nouvelle filiale en Vaucluse constitue un signal fort de la compétitivité du territoire en matière de ressources et de solutions aériennes applicables à différents secteurs d'activité », se félicite VPA.

Si AES devrait compter 5 collaborateurs sur son site d'Avignon d'ici la fin de l'année 2023, la société chérifienne table sur la création de 19 emplois à 3 ans.



AERODRIVE
ENGINEERING SERVICES

[Soufiane Ammagui](#), ingénieur diplômé de l'Université Mohammed VI polytechnique et fondateur de AES.

Technologies de pointe pour l'agriculture notamment

AES propose notamment un service de cartographie aérienne par drone intégré permettant la collecte de données, le traitement et la génération de compte-rendu clients individualisés dans une logique d'agriculture de précision. Ses applications sont multiples dans les secteurs agricole (prévention du stress hydrique, des carences en nutriments, des insectes ravageurs. application de fertilisants par drone), minier (réalisation d'inventaires mensuels ou périodiques sur les petites exploitations minières de matières de construction présentes dans la région), industriel (inspection non intrusive d'infrastructures (tel que le réseau ferré) au moyen de solution thermique ou par ultrason), BTP...

AES assure également la fabrication et le pilotage des drones.

Des ambitions affichées en France et en Europe

Ciblant plusieurs écosystèmes en France et une proximité avec ses clients et des donneurs d'ordres locaux, Aerodrive engineering services a choisi Pégase pour se développer sur le marché hexagonal mais aussi européen et franco-africain.

« A moyen et long terme, nous ambitionnons de devenir le leader de la production de drones tactiques dans la région Mena (Middle East and North Africa), à être classés parmi les dix meilleurs producteurs

Ecrit par le 8 juillet 2026

mondiaux d'ici trois ans, et à envisager une introduction en bourse dans les cinq prochaines années », annonçait tout récemment Soufiane Ammagui.

L'enjeu est de taille puisque ce marché est estimé à 260 milliards de dollars à horizon 2030 avec une croissance de 25% chaque année, dont 60% du besoin concerne les applications de défense et de sécurité.

Maroc, Chine : la CCI de Vaucluse affiche ses ambitions à l'international



La CCI (Chambre de commerce et d'Industrie) de Vaucluse vient de recevoir une délégation marocaine de la Chambre africaine du commerce et des services (CACCS) et de la Région Dakhla-Oued Eddahab. C'est avec cette région que la chambre consulaire vauclusienne a récemment conclu [un partenariat pour la création d'un centre de formation dans le secteur de l'hôtellerie et la restauration qui sera situé à Dakhla](#).

Ecrit par le 8 juillet 2026

Favoriser les échanges avec l'Afrique

Organisé par le vauclusien [Thierry Robin](#), Délégué Europe de la CACS qui dispose désormais d'une antenne au sein de la CCI 84, la venue des représentants du royaume chérifien a permis de faire découvrir les savoir-faire de l'école hôtelière d'Avignon géré par la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse.

Durant son séjour, la délégation marocaine a également visité les locaux de l'Inrae (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) situé à Agroparc. Ils ont aussi visité les installations de l'aéroport Avignon-Provence avant d'être reçu par Cécile Helle, maire d'Avignon, dans les salons de l'Hôtel de ville de la cité des papes.

Cette rencontre a été l'occasion de signer une convention de partenariat en présence du Consul du Maroc venu de Marseille qui a rappelé que son pays « était ouvert à toutes les coopérations, surtout avec la France » dans un département « qui compte 40 000 Marocains » d'origines.

Même volonté pour le maire d'Avignon qui s'est déclarée « favorable à ces échanges ». Dans ce cadre, outre l'école hôtelière, les secteurs de la l'agro-alimentaire, du transports, de la culture, de la désalinisation...



La délégation marocaine et la CCI de Vaucluse ont été reçues par Cécile Helle, maire d'Avignon. Crédit photo : Newcom

« Avec cet accord Dakhla ainsi qu'avec l'ouverture du bureau de la CACS dans nos locaux à Avignon, nous pouvons être une porte vers l'Afrique pour les entreprises vauclusiennes, explique Gilbert Marcelli, président de la CCI 84. A l'inverse, pour la délégation marocaine la Chambre de commerce et d'industrie pourrait constituer l'accès d'entrée à l'Europe.

Par ailleurs, Thierry Robin, qui figure parmi les organisateurs de nombreux salons des maires en France

Ecrit par le 8 juillet 2026

dont celui de Vaucluse à l'automne ou celui du Gard qui vient d'avoir lieu à Alès, va aussi organiser le 1^{er} salon des maires du Maroc qui se déroulera à *Marrakech*. Il a donc profité de cette rencontre pour convier Cécile Helle à ce rendez-vous inédit en Afrique.

Une délégation chinoise reçue quelques jours plus tôt

Quelques jours auparavant, à l'occasion de la signature de la charte de jumelage entre le district de Bao'an-Shenzen et la ville d'Avignon, une importante délégation d'élus et des chefs d'entreprise chinois a aussi été reçue par la CCI de Vaucluse. Ces derniers ont visité l'entreprise Egide à Bollène, spécialisée dans la production de boîtiers hermétiques pour composants électroniques.

Le séjour s'est clôturée par une réunion à la CCI en présence notamment de Zhe Dong, 1^{er} adjoint de Bao'an-Shenzen, Guangli Dong, Consul général de Chine à Marseille et Gilbert Marcelli, président de la CCI de Vaucluse afin d'évoquer la situation géographique (proximité de la mer, industrie et innovation, infrastructures...) de cette mégalopole ... De nombreux chefs d'entreprise vauclusiens étaient présents pour l'occasion. « Une dynamique économique va être mise en place, entre la province Bao'an-Shenzen et le Vaucluse. Nous allons mettre en place un bureau d'échanges entre Avignon coeur de Provence, et la Chine, pour développer l'économie vauclusienne » s'est félicité pour l'occasion le président de la CCI.



La délégation chinoise en visite dans l'usine Egide de Bollène en compagnie d'Anthony Zillio, le maire de la ville. Crédit photo : Newcom